

D'après certains rapports, il serait question à l'heure actuelle de constituer des réserves d'armes atomiques et à hydrogène américaines en territoire canadien, et d'y établir des bases qui permettraient de lancer des fusées à tête nucléaire. Nous savons que depuis assez longtemps le Canada a permis aux États-Unis d'aménager des bases militaires sur le sol canadien. A un moment où se produit, de fait, l'intégration des armées canadienne et américaine, la constitution de stocks atomiques et nucléaires sur le territoire du Canada représente une menace toute spéciale pour votre pays au cas d'un conflit militaire. Nous vivons à une époque de fusées et d'armements atomiques; tout agresseur qui s'appuierait sur des bases militaires en territoire étranger pour le lancement d'une attaque atomique, attirerait sur ces bases les contre-attaques d'armes atomiques dont le pouvoir destructeur est évidemment considérable.

Les pays membres de l'OTAN semblent effrayés des risques encourus par ceux d'entre eux qui constitueraient, sur leur sol, des réserves d'armes nucléaires américaines; pour calmer ces craintes, les chefs militaires du bloc occidental insistent sur la possibilité de guerres "locales" ou "isolées". Mais ces théories rassurantes risquent de n'être que des attrape-nigauds, qui endormiraient la vigilance des intéressés. L'histoire de notre temps nous enseigne que des "incidents locaux" ont déterminé des conflits généraux, des guerres mondiales; aujourd'hui les périls seraient plus grands encore, car deux blocs militaires puissants sont en présence et les conditions actuelles ne laisseraient aucun des pays faisant partie de l'un ou de l'autre de ces blocs en dehors du théâtre des opérations militaires.

En outre, nous avons entendu parler des projets tendant à unir étroitement en un bloc unique les pays membres de l'OTAN, de l'OTASE et du Pacte de Bagdad. Il serait inutile de dissimuler, monsieur le Premier Ministre, que l'Union soviétique estime que ces projets vont à l'encontre de la paix et de la sécurité internationales que les Nations Unies se sont engagées à défendre. En effet, tous les pays membres d'un bloc politico-militaire à dessein guerrier seraient forcément liés d'avance par certaines obligations bien définies; ils constitueraient une puissance adverse de l'ONU et saperaient les principes mêmes qui en sont le fondement et qui s'inspirent du caractère international de cette organisation. Si nous voulons considérer de cette organisation. Si nous voulons considérer les choses d'un point de vue purement objectif nous faut reconnaître que la mise en œuvre du plan précité ébranlerait les bases de l'ONU et mettrait gravement en péril la cause de la paix. N'oublions pas que tous ceux qui feraient partie d'un bloc de ce genre s'exposeraient à être entraînés dans des conflits militaires contrairement à leurs intérêts.

Mais le Gouvernement des États-Unis, s'appuyant sur la Grande-Bretagne, s'efforce d'intégrer et de centraliser la puissance militaire des pays de l'OTAN. Il a lancé le concept d'une "interdépendance" des nations appartenant à cette organisation. Faut-il s'étonner que les autres pays de l'Alliance aient réagi avec un certain malaise, étant donné que cette doctrine constitue une menace sérieuse à leurs droits de nations souveraines?

On ne peut s'empêcher de constater que ce programme militaire de l'OTAN est mis en pratique dans un climat d'hystérie artificiellement provoquée. Cette ambiance fait croire à la fatalité d'un conflit et amène à prendre pour une réalité vivante l'épouvantail d'un danger soviétique. La propagande anti-soviétique se renforce d'une campagne qui présente comme d'une nouvelle menace à la paix le récent succès scientifique russe: le lancement de satellites artificiels de notre globe terrestre.

Mais nous remarquons par contre qu'on passe systématiquement sous silence le fait que l'Union soviétique se soit toujours érigée en champion de la collaboration et de la coexistence pacifique; elle a demandé sans se lasser la mise hors la loi des armes nucléaires; elle a réclamé l'arrêt de leur production et la destruction des bombes atomiques et à hydrogène, ainsi que celle des fusées nucléaires à court, moyen ou grand rayon d'action. Et comment ne pas constater qu'on ne souffle mot du fait que le Gouvernement soviétique (parlant au nom de tous les peuples de l'URSS) s'est solennellement engagé à ne jamais employer ces instruments de destruction—sauf dans le cas où il s'agirait de légitime défense? L'Union soviétique n'a jamais menacé, ne menace pas aujourd'hui, la sécurité d'autres pays. Et nous ne nous laisserons pas de redire que nous n'entamerons pas nous-mêmes de conflit armé, car la guerre est contraire à la nature de notre État.

L'Union soviétique et les autres pays socialistes poursuivent donc avec persévérance une politique de paix et de bonne volonté internationales. Mais les gouvernements occidentaux adoptent des mesures qui aboutiront en dernier ressort à accentuer le déséquilibre existant et à aggraver les dangers de la "guerre froide", au fur et à mesure que grossiront les réserves d'armes atomiques, à hydrogène et de fusées de tout genre.

La situation existante est donc pleine de périls et peut aisément empirer du fait des plans militaristes établis par les dirigeants de l'OTAN; politiciens et hommes publics, tenants d'opinions politiques, philosophiques et religieuses les plus diverses, humbles gens de tous les pays du monde, s'unissent pour demander que cesse la course aux armements. Ils réclament de grands cris la fin de la "guerre froide"; ils exigent qu'on s'engage, avant qu'il soit trop tard, dans la voie d'une coexistence pacifique qui seule correspond aux besoins de l'humanité à ce moment de son évolution, et qui seul peut vraiment assurer la paix.

Le Gouvernement soviétique est imbu de la conviction qu'aujourd'hui les intérêts essentiels de toutes les nations exigent l'adoption des principes universels de coexistence pacifique.